



Le budget de l'ONERA au point mort

Les faits :

La Direction de l'ONERA a annoncé fin septembre, puis confirmé lors d'un CCE extraordinaire le 19 novembre que les comptes 2014 et les prévisions 2015, compte tenu des baisses de subvention, présentaient un déficit cumulé de l'ordre de 40 M€, soit 40% environ de notre subvention annuelle !

Du jamais vu depuis la création de l'ONERA !

Les tutelles ont bien évidemment été alertées, et depuis, aucune solution n'a été trouvée, à tel point que l'ONERA n'est pas en mesure aujourd'hui de présenter un budget en Conseil d'Administration, ce qu'on appelle en termes abscons un EPRD !

Le Président indique être en attente de l'organisation d'une réunion interministérielle, qui pourrait débloquer au moins provisoirement la situation, notamment en décidant un financement provenant d'autres ministères que celui de la Défense.

Cette réunion n'a pas encore eu lieu (!) et compromet la présentation et le vote de l'EPRD en Conseil d'Administration avant mi-février au mieux, ce qui ne s'était également jamais vu. Le conseil d'administration du 23 Janvier a d'ailleurs été annulé !

Mais que font nos tutelles et le gouvernement ?

Le problème du financement de l'ONERA, impossible à assurer tant que sa subvention ne sera pas sanctuarisée, n'est pas nouveau, il a fait l'objet de nombreuses alertes auprès des ministères et des députés depuis deux ans.

Force est de constater qu'absolument rien n'a été fait et que l'avenir de l'ONERA semble ne pas intéresser nos tutelles, malgré l'énergie déployée par notre Président pour se faire entendre !

Les courriers d'alertes s'accumulent sans que la moindre action soit entreprise, les vagues promesses effectuées, comme celle qui consistait à monter un groupe de réflexion "de haut niveau" ONERA 2020 pour réfléchir à son pilotage et son financement, sont tombées dans l'oubli (à moins que nous ayons mal compris et que 2020 soit la date de sa création...).

Tout comme pour la nomination de notre président, qui aura duré près d'un an, il semble que l'état laisse pourrir une situation qu'il a créée, en espérant que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes !

Concrètement, l'absence d'EPRD a pour conséquence l'absence de budget d'équipement, l'absence d'embauche, un gel des salaires, une entreprise bloquée en attente de décisions extérieures qui ne viennent jamais.

Ce problème est à rapprocher également des besoins énormes de financement liés à la remise à niveau des souffleries industrielles de l'ONERA (le plan ATP envoyé aux ministres concernés fin décembre prévoit 218 M€ de budget sur 10 ans), mais aussi de la réactivation du dossier de fermeture d'un ou deux centres en région parisienne.

Sur tous ces dossiers, l'ONERA attend un soutien fort de l'Etat qui ne semble pas venir. Il est urgent d'agir et de décider dans l'intérêt de notre industrie et de notre recherche.

le 20 janvier 2015